

Propositions de points saillants pour la plateforme électorale 2026 de Québec solidaire

Québec solidaire, après s'être doté d'un programme à son dernier congrès de l'automne 2025, a enclenché un processus de construction de sa plateforme électorale pour l'élection de l'automne 2026 laquelle plateforme sera adoptée au congrès du printemps 2026. Le processus procède de bas en haut sur un mode consultatif avant de s'achever sur un mode décisionnel allant du haut vers le bas. On aurait aimé qu'il soit décisionnel dès sa première étape. Mais passons. Examinons plutôt quelle conjoncture enrobera la confection de la plateforme

Dans les sondages, Québec solidaire s'est maintenu à $\pm 15\%$ [depuis les élections de 2018](#) et non pas 2022 jusqu'à l'automne 2024 où il commence à dégringoler. Pourquoi ? À cause de la contestation de la gauche ? Avant l'automne 2024, il y a eu plusieurs moments de contestation surtout à propos de « l'alliance » avec le PQ mais aussi sur le « voile » mais aussi à propos de la « démocratie interne ». Aucune baisse dans les sondages ne s'est produit du fait que sa militance de gauche ait empêché le parti de glisser vers la droite. Pourquoi alors cette baisse à partir de l'automne 2024 ? La gauche a été cette fois-ci incapable d'empêcher le recentrage marqué par la Déclaration de Saguenay poussée par la direction de Gabriel Nadeau-Dubois (GND).

Notons que ce recentrage avait auparavant provoqué la démissions fracassante d'une porte-parole femme non-élue qui avait perdu sa circonscription alors que le recentrage privilégie les affaires parlementaires et les élections. Notons aussi la condamnation de l'aile parlementaire du député de Maurice-Richard qui avait souligné le racisme en langage codé de maints débats parlementaires. La partie la plus fragile de son électorat a alors déserté les Solidaires vers des partis centriste ou droitiste plus authentiques. Quand GND a compris l'échec électoraliste de son recentrage, il a laissé sa place à une nouvelle direction pour réparer les pots cassés.

Depuis lors, le parti tente une approche pro travailleuses et travailleurs dont la campagne électorale réussie du nouveau maire de New-York est certainement un exemple à suivre. Zohran Mamdani a gagné contre le candidat de l'establishment Démocrate parce qu'une organisation militante, Democratic Socialist of America, sur la base d'une plateforme à gauche toute (Freeze the rent, Fast fare free buses,

1. La construction de 100 000 logements sociaux autogérés à consommation énergétique nulle

2. Réduction d'au moins 50% de la consommation d'énergie et restauration de 50% de tous les existants bâtiments récupérables
3. Gel des loyers
4. Interdiction de la construction de maisons individuelles et en rangées en faveur de la construction de logements collectifs à consommation énergétique nulle
5. Taxe doublant l'impôt foncier tant pour les terrains et les édifices à l'abandon que les logements vides et confiscation au bout d'un an si rien n'est fait

B. Transport :

1. Utilisation de la moitié des voies de toutes les routes et rues de quatre voies et plus pour la circulation d'autobus et de tramways à haute fréquence et gratuit
2. Transport en commun public et fréquent entre tous les villes et villages du Québec
3. Doublement du réseau de pistes cyclables urbain et interurbain accommodant les personnes âgées et handicapées

C. Agriculture, pêche et foresterie

1. Abolition de (l'intérêt sur ?) la dette des très petites entreprises (TPE) agricoles, forestières et de pêche en retour de l'obligation de transiter vers des pratiques écologiques et une agriculture non carnée et non laitière*
2. Prix contrôlés, par le gouvernement et par des comités citoyens, et subventionnés des fruits et légumes frais, des aliments à grains entiers, des légumineuses, du tofu, des noix mais non des produits carnés et laitiers et surtout pas des produits ultratransformés à soumettre à la taxe de vente
3. Taxe pénalisante sur les aliments périmés et jetés par les entreprises à moins de les donner
4. Même droits aux travailleurs agricoles qu'aux autres travailleurs et accès à la citoyenneté
5. Soutien de la conversion des gazons en jardins et des toits verts
6. Cogestion de la forêt avec les nations autochtones y compris leur consentement libre et éclairé, c'est-à-dire leur droit de veto, au sujet de tout projet ayant des incidences sur leurs terres et ressources.

*L'éléphant ou plutôt le monstre dans la pièce pour les très petites entreprises de l'agriculture, de la foresterie et de la pêche, comme le trop oublié rapport Pronovost le soulignait pour l'agriculture, est le fardeau de l'endettement ce qui est le

cauchemar de la relève et la contrainte restreignant le passage à une pratique écologique.

D. Industrie et commerce

1. Obligation d'appliquer sans délai et à leur frais, à la satisfaction du gouvernement et d'un comité de travailleurs-citoyennes à cet effet, les technologies les moins énergivores, les moins polluantes et les moins productrices de GES, sous peine de doublement de leur imposition globale et au bout d'un an sans rien faire d'une expropriation sans compensation
2. Obligation pour les industries et commerces militaires de produire un plan de reconversion civile, en tenant compte de l'input de leurs travailleurs, à moins d'être sollicitées par l'État québécois pour son armée ou pour le soutien à un peuple luttant contre une menace ou une invasion impérialiste
3. Interdiction de toute publicité commerciale
4. Obligation de garantir leurs produits pour réparation ou remplacement selon des normes imposées par une organisation d'experts, de travailleurs et de citoyennes
5. Interdiction de nuire à l'établissement d'un syndicat, salaires indexés à l'inflation, garantis d'emploi et normes de sécurité sous contrôle syndical

E. Les services publics

1. Abolition de toutes les organisations privées (cliniques, GMF, écoles, collèges, garderies...) et leur intégration dans le réseau public y compris de leurs employées.
2. Augmentation moyenne de 25% des budgets de tous les services publics
3. Gratuité des garderies répondant à tous les besoins
4. Logements-refuges en nombre suffisant pour les femmes violentées
5. Salarisation des médecins et leur intégration dans les CLSC ouverts 24/7
6. Une école publique mur-à-mur avec projets particuliers ouverts à toutes sans sélection et sans frais
7. Décentralisation des services publics avec des conseils d'administration élus et représentatifs y compris le retour des commissions scolaires
8. Soutien de dernier recours égal au revenu viable de l'IRIS et un salaire minimum de 1.5 fois ce revenu viable pour une personne seule

F. Immigration

1. L'immigrant-e temporaire aura les mêmes droits que les citoyen-ne-s et accès à la pleine citoyenneté au bout d'un cumul de trois ans de résidence

2. Accueil annuel égal à 1% de la population québécoise sans compter les personnes réfugiées suite à leur persécution due à leur identité, aux guerres et aux catastrophes dont celles climatiques
3. Un soutien pour survivre si nécessaire dont un logement accessible le temps d'un accueil d'intégration dont la francisation minimum puis un soutien pour intégrer le monde du travail ou scolaire

G. Le financement

1. Création d'une banque d'État qui contrôlera l'ensemble des institutions financières et les flux internationaux de capitaux
2. Abolition des paradis fiscaux, des entreprises individuelles et doublement du personnel affecté à la fraude fiscale priorisant les personnes à hauts revenus et les grandes entreprises
3. Rétablir l'échelle de progression des taux d'imposition combiné (fédéral et provincial) des particuliers à ce qu'elle était en 1971 où le taux marginal supérieur était de 82.4% à partir d'un revenu de 3 millions en dollars d'aujourd'hui
4. Imposition à 100% des gains de capitaux réalisés dont la succession
5. Sauf pour la ferme familiale, taxe progressive sur le patrimoine des ménages excédant 2 millions de dollars doublant les taux proposés par l'IRIS soit 0,4 % pour les actifs d'une valeur de 2 à 5 millions de dollars, de 1.0 % pour les actifs allant de 5 à 25 millions de dollars, de 1,5 % sur les actifs de 25 à 100 millions de dollars et de 2,5 % sur les actifs supérieurs à 100 millions de dollars
6. Abolition du gel successoral et évaluation de patrimoine immobilier par un organisme d'experts et de citoyennes et non par des firmes comptables

La campagne électorale exige une poignée de slogans qui traduisent l'essence de son orientation politique, ce qu'avait magistralement saisi la campagne Mamdani. Ce pourrait être :

- a. Un Québec indépendant, français et doté de sa monnaie
- b. 100 000 logements sociaux autogérés à consommation nulle d'énergie
- c. Gel des loyers
- d. Autobus et tramways fréquents et gratuits dans des corridors exclusifs sur toutes les rues et routes à 4 voies

- &&&&&&&&&&&&&

Voilà du pain béni pour pousser dans le dos d'une campagne électorale Solidaire en autant justement que le parti n'attende pas les élections. Il faut se hâter pour publiciser une telle plateforme pour en faire une longue pré-campagne qui, l'espère-t-on, entrera en dialectique avec la lutte sociale. Celle-ci pourrait se transformer en grève sociale comme le laisse entendre la présidente de la FTQ... en autant qu'elle la prépare.

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca